



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Juin 2007

Volume 6, Numéro 6

LIGNE DE FOND _____ 1

Agriculture : Signes de rapprochement au milieu des divergences, avec la parution prochaine d'un projet de texte sur les 'modalités'. _____ 3

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

AMNA : Persistance des divergences... _____ 5

ADPIC : Les Membres toujours divisés sur la biodiversité, les Indications géographiques et la mise en œuvre . _____ 7

SUR LE FIL _____ 9

Zone CEDEAO : Intégration régionale en Afrique de l'ouest : les chefs d'Etat tentent de lever les dernières contraintes politiques. _____ 10

APE : Levée de boucliers contre les APE : Les ONG et Agriculteurs ouest africains intensifient le combat à six mois du délai prévu pour la signature d'un APE. _____ 12

EVENEMENTS _____ 13

PUBLICATIONS _____ 14

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

[Retour au multilatéralisme pour sauver " Doha " après l'échec de Postdam.](#)

La réunion du G4 (Brésil, Inde, Etats-Unis et UE) à Postdam s'est soldée par un échec sans appel. Pourtant beaucoup d'espoirs étaient fondés sur cette rencontre. Lamy avait même prédit qu'un " accord était à portée de main ". Mais les " quatre grands " n'ont pas pu trouver des espaces de convergence suffisamment importants pour débloquer les négociations.

Au final, chacun rejette la responsabilité sur l'autre. Ce qui sûr cependant, c'est que chaque partie est restée sur ses positions en appelant les autres à plus de souplesse et de concessions. Les Etats-Unis et l'UE demandaient l'abaissement des droits de douane sur les produits industriels en échange de concessions sur l'agriculture ; ce qui naturellement a été refusé par le Brésil et l'Inde.

Les négociateurs américains et européens se sont désolés de cet échec et ont accusé tour à tour le Brésil et l'Inde de ne pas avoir fait d'efforts suffisants pour arriver à un accord. Selon la représentante américaine, Mme Schwab " d'un coté de la table on a tout donné, mais pas de l'autre,... " et " l'Inde et le Brésil étaient sur des positions extrêmement rigides ". " C'était moins une négociation qu'une vente aux enchères, a-t-elle poursuivi, avec le commissaire priseur qui disait: mettez plus sur la table, plus, encore plus... ".

M. Mandelson, le commissaire européen au commerce, lui a emboîté le pas en déclarant : "

alors qu'en Europe nous sommes prêts à donner beaucoup, nous ne pouvons le faire en obtenant trois fois rien en retour. " Le Ministre brésilien des Affaires étrangères, Celso Amorim, et le Ministre indien du commerce M. Nath, représentants des pays émergents, qui avaient rompu les pourparlers ont à leur tour accusé les Occidentaux de vouloir perpétuer les déséquilibres du commerce mondial. M. Amorim a estimé qu'"Il est inutile de poursuivre les négociations compte tenu de ce qui est sur la table".

L'agriculture avait été une nouvelle fois la responsable du dialogue de sourds entre les parties. Depuis 2001, les négociateurs tentent de résoudre une équation quasi-impossible: obtenir des Occidentaux qu'ils réduisent leurs subventions et ouvrent davantage leurs marchés aux produits agricoles en provenance des pays émergents afin que ceux-ci, en retour, abaissent leurs barrières pour les productions industrielles des pays riches.

M. Amorim a expliqué qu'en matière de subventions, Bruxelles et Washington restaient " très au-dessus " des exigences des pays émergents du G20, qui souhaitaient plafonner ces aides à 12 milliards de dollars par an pour les Etats-Unis et à 20 milliards pour les Européens.

La divergence fondamentale est venue de la proposition de l'UE qui voulait un coefficient 20 de réduction tarifaire (c'est-à-dire de limiter à 20% maximum les droits de douane) pour les produits industrialisés alors que le Brésil et l'Inde qui jugeaient cela trop ambitieux de la part des occidentaux campaient sur la barre des 30 de coefficient au minimum. Le ministre indien du commerce a déclaré que " les pays développés veulent promouvoir et protéger la prospérité de leurs agriculteurs, alors qu'en Inde, nous parlons de protéger le mode de vie de nos fermiers ". Son homologue Brésilien est convaincu que les représentants de Washington et de Bruxelles se sont rendus à Potsdam s'étant mis d'accord au préalable sur les concessions qu'ils attendaient de Brasilia et de New Delhi concernant l'ouverture des marchés aux produits industriels occidentaux.

Après avoir affirmé que le cycle de Doha " doit créer des flux commerciaux des pays en développement vers les pays développés et non l'inverse ", M. Nath a sonné " la fin du voyage pour le G4 ".

Désormais c'est l'OMC dans son ensemble qui devra faire avancer le Cycle de Doha. Il appartient maintenant au cadre multilatéral de poursuivre les négociations, au grand soulagement de la majorité des pays en développement qui se sont plaints d'être tenus à l'écart des tractations du " G4 ". " Le système multilatéral ne peut pas être utilisé comme un tampon et légitimer les décisions prises par quelques-uns ", a souligné Gail Mathurin, ambassadeur de la Jamaïque auprès des Nations Unies, qui représente le " G90 Plus " (le groupe des pays africains, des ACP- et les PMA). L'ambassadeur a ajouté que " la majorité des membres du "G90 Plus" avaient peu ou aucune connaissance des progrès ou du contenu du processus du G4. Pascal Lamy avait indiqué peu avant la réunion de Potsdam que le G4 ne disposait pas d' " une clé d'entrée spéciale " dans les négociations. La suite des négociations sera certainement difficile mais peut tout de même aboutir. Malgré l'échec de Postdam, l'espoir d'une suite heureuse survit encore.

Le Ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorim pense en effet que c'est " difficile, mais pas impossible " pour les 150 Etats membres d'arriver à un accord. Pour prendre toute la mesure de la tâche et évaluer l'échec de cette réunion du G4, tous les membres de l'organisation se sont d'ailleurs réunis à Genève le 22 juin autour de Pascal Lamy, pour qui l'absence d'accord au sein du " G4 " ne signifie " pas la fin des négociations ". Il estime que, " la convergence entre ces Etats membres aurait été utile pour ouvrir la voie vers une convergence multilatérale, mais utile ne veut pas dire indispensable ". Réagissant suite à cet échec, le Président Bush s'est dit " déçu de voir que certains pays bloquent une occasion d'étendre les échanges ". " De grandes économies comme le Brésil et l'Inde, a-t-il ajouté, ne devraient pas s'opposer au progrès de pays plus petits, pauvres et en développement, mais c'est ce qui semble s'être

produit cette semaine en Allemagne ". Ce que réfute son homologue Brésilien, Lula, qui s'est désolé de la volonté des pays occidentaux de s'être mis d'accord à l'OMC pour défendre leurs intérêts agricoles contre les nations émergentes.

En définitive, il faudrait se rendre à l'évidence. L'échec de Potsdam met sérieusement en péril le cycle de Doha, alors que le temps est compté: un accord sur les grandes lignes de la négociation est indispensable dans les prochaines semaines si les 150 pays membres veulent tenir leur engagement de boucler les travaux fin 2007.

Agriculture : Signes de rapprochement au milieu des divergences, avec la parution prochaine d'un projet de texte sur les 'modalités'.

Les diplomates des milieux du commerce indiquaient des signes de mouvement ainsi qu'une amélioration de l'atmosphère dans les discussions agricoles tumultueuses du Cycle de Doha, en déclarant que les concessions tant attendues sur l'accès au marché et sur la réforme des subventions étaient peut-être en train d'émerger, avec un nouveau projet de texte sur les 'modalités' que le Président du groupe de négociation devrait de préparer pour diffusion vers la fin du mois de juin, suite à la réunion du G 4 à Postdam.

Malheureusement, cette réunion considérée comme celle de " tous les espoirs " a échoué et du coup, remet en cause toutes les prévisions qui y étaient fondées. On s'attendait à ce que le Président, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande), publie un nouveau texte, qui décrirait les formules et les chiffres litigieux pour les abaissements de droits tarifaires et de subventions agricoles, ainsi que les exceptions à ces abaissements, au cours de la dernière semaine du mois de juin. Falconer avait reconnu qu'une contribution conjointe du G-4 l'aurait aidée à préparer un texte mais avait prévenu qu'il le fera toutefois, que ces pays arrivent ou non à faire converger leurs points de vue. On peut alors s'attendre naturellement à un texte.

Accès au marché

Selon des délégués, le groupe G-20 (pays en développement), le Groupe de Cairns de producteurs agricoles et les États-Unis ont semblé converger " quelque part autour de 75% " pour la réduction des droits tarifaires agricoles les plus élevés. Les membres ont déjà convenu que la formule étagée réduirait plus fortement les droits tarifaires les plus élevés de la 'fourchette' supérieure. Toutefois, l'ampleur des abaissements tarifaires reste une source de division. Les États-Unis, en particulier, avaient insisté sur le fait que tant que ses demandes d'accès au marché ne seraient pas satisfaites, avec notamment un abaissement de 85% des droits tarifaires les plus élevés, ils n'envisageraient même pas les abaissements de subvention plus importants que, selon de nombreux Membres de l'OMC, Washington doit accepter dans le cadre d'un accord.

Des sources indiquent toutefois que l'UE restait peu disposée à abaisser de plus de 60% les droits tarifaires élevés. Les pays du G-10 qui ont des secteurs agricoles fortement protégés (tels que le Japon, la Norvège et la Suisse) étaient opposés à toute baisse de plus de 40%. Falconer a laissé entendre qu'un accord pourrait à terme être trouvé quelque part entre les positions de l'UE et celles des États-Unis.

Des seuils pour les fourchettes tarifaires seraient très probablement proposés par le G-20, ont déclaré des sources, ce qui indiquerait que la fourchette la plus élevée comprendrait tous les droits tarifaires supérieurs à 75%. Les Membres ont également semblé sur le point d'arriver à un consensus sur une différence de 5% entre les abaissements applicables aux fourchettes adjacentes.

Certains signes de changement sont également manifestes dans le débat sur les 'produits spéciaux' que les pays en développement seront en mesure de soustraire aux abaissements tarifaires, sur la base des critères de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de

développement rural. Le nombre et le traitement tarifaire de tels produits restent non décidés. Les États-Unis en particulier ont semblé assouplir leur position, en indiquant une volonté de discuter 'd'indicateurs' qui montreraient l'importance d'un produit spécial potentiel au regard des critères convenus - à la condition qu'un plafond sur le nombre total de produits spéciaux fasse également l'objet d'un débat. Les indicateurs devraient être fondés sur des " données internationalement vérifiables ", ont soutenu les États-Unis. Les États-Unis avaient adopté de longue date une position très restrictive sur la question, en insistant sur le fait que les pays en développement ne devaient pas être autorisés à désigner plus de cinq lignes tarifaires comme spéciales - ce qui est à peine suffisant pour couvrir le lait en poudre et le lait frais, par exemple, et moins de 1% des lignes tarifaires agricoles pour de nombreux pays.

Falconer a laissé entendre qu'un accord du Cycle de Doha plausible pourrait autoriser la désignation d'un à cinq pour cent des lignes tarifaires comme sensibles, et de 5 à 8 pour cent des lignes tarifaires comme spéciales. Le groupe G-33 des pays en développement, à l'autre bout du spectre par rapport aux États-Unis, souhaite qu'au moins 20 pour cent puissent prétendre au statut de produits spéciaux. Le G-33 a présenté une liste d'indicateurs pour guider la sélection de produits spéciaux, mais a également noté qu'un seul ensemble pourrait ne pas être suffisant pour justifier les circonstances de différents pays.

La sauvegarde spéciale pour l'agriculture', à laquelle essentiellement les pays développés ont été en mesure de recourir depuis le Cycle d'Uruguay pour procéder à de fortes hausses des droits de douane en cas de brusques poussées des importations, est restée la source de désaccord. Les membres du Groupe de Cairns, qui souhaitent l'élimination progressive de la sauvegarde au titre du Cycle de Doha, ont rejeté la tentative de compromis du Président. Ils ont fait valoir que même les restrictions substantielles qu'il recommandait seraient inutiles, car dans la pratique la sauvegarde ne s'applique qu'à un nombre limité

de produits tels que le sucre, les produits laitiers et le bœuf.

Davantage de progrès ont été enregistrés dans le débat sur le 'mécanisme de sauvegarde spéciale', auquel seuls les pays en développement sont en mesure de recourir pour se défendre contre de brusques poussées des importations et contre des dépressions des prix. Les délégués ont qualifié de constructif le débat sur la question. Les Membres ont semblé avoir convenu du fait que le mécanisme était spécifiquement destiné à prendre en compte les marchandises produites localement, ou des produits de substitution proches. Toutefois, il n'y a pas eu de précision sur le point de savoir s'ils étaient arrivés à un consensus sur la proposition de Falconer, qui vise à restreindre le mécanisme aux produits importants pour la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural.

Soutien interne

Dans son document sur les 'défis', Falconer déclarait qu'il s'attendait à ce qu'un accord exige des États-Unis une réduction de leur soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges à moins de 19 milliards de dollars, mais à plus de 10 milliards de dollars. En signe de flexibilité, les États-Unis auraient indiqué que cette gamme semblait raisonnable - même si elle était inférieure au plafond de 22 milliards de dollars qu'ils proposent jusqu'ici. Bien que d'autres pays se soient plaints du fait que Washington recherche une limite de dépenses bien supérieure aux 19 milliards de dollars qu'ils versent actuellement, les États-Unis avaient jusqu'ici insisté sur le fait qu'ils ne pouvaient envisager des abaissements supplémentaires des subventions sans assurance d'un élargissement substantiel de l'accès au marché.

Un certain nombre de Membres ont continué à insister sur le fait que seul la 'partie inférieure' de la gamme de Falconer serait acceptable. L'UE a averti que la limite ne devrait pas être supérieure à 15 milliards de dollars, pour qu'un accord soit conclu. Le G-20 a demandé aux États-Unis de plafonner les

dépenses agricoles ayant des effets de distorsion des échanges autour de 12 milliards de dollars.

Il y a encore plus de controverses sur les arrangements relatifs aux disciplines par produit sur les dépenses de subventions, destinés à empêcher les Membres de concentrer l'ensemble de leurs paiements sur un nombre plus restreint de produits de base (comme le font les États-Unis, entraînant des distorsions importantes).

Washington en particulier a résisté aux efforts visant à établir des disciplines strictes dans ce domaine. Est également restée non résolue la discussion sur les 'périodes de base' appropriées qui aideront à déterminer les futures dépenses obligatoires : la plupart des Membres sont en faveur de la période 1995-2000, mais les États-Unis préfèrent plutôt la période 1999-2001, car leurs niveaux de dépenses étaient beaucoup plus élevés.

Certains progrès ont également été signalés dans les négociations sur le coton, avec des signes préliminaires qui montrent que les États-Unis sont peut-être disposés à engager des discussions sur cette question avec les pays africains producteurs de coton. Les États-Unis, à ce jour, mettent l'accent sur le fait que le résultat des négociations sur le coton devrait dépendre de l'accord global pour les abaissements des subventions et de droits tarifaires agricoles.

NOUVELLES DE L'OMC

AMNA : les divergences persistent en attendant qu'une improbable percée vienne du texte promis par le Président.

Les négociateurs du commerce à l'OMC sont en train de dire " maintenant ou jamais " pour les discussions tumultueuses du Cycle de Doha, et les deux prochains mois conduiront soit à un accord cadre, soit à une rupture prolongée.

Les négociations sont effectivement stimulées par deux processus parallèles connexes : les efforts déployés par les groupes de négociation du Cycle de Doha sur l'agriculture et l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) qui visent à préparer de nouveaux projets de textes d'accords sur la base des contributions des Membres, et une série de réunions tenues en dehors de l'OMC entre des combinaisons diverses de puissances commerciales influentes, plus particulièrement par le G-4, qui regroupe les États-Unis, le Brésil, l'Inde et l'UE. Mais ce second processus n'a produit les effets escomptés à cause de l'échec de Postdam.

Au moment où nous mettons sous presse, les Présidents de l'agriculture et de l'AMNA s'apprêtaient à publier des projets de textes sur les modalités avec des formules et des chiffres pour les abaissements de droits tarifaires et de subventions en dépit de l'échec de Postdam. L'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) et son homologue au Comité de l'AMNA, l'Ambassadeur Don Stephenson (Canada) ont travaillé en étroite coordination sur le calendrier et sur le contenu de leurs documents.

Il faut reconnaître cependant que pour ce qui est de l'AMNA, les négociateurs déclarent que même la musique d'ambiance ne s'est pas améliorée. Durant les dernières sessions de discussions, les délégations ont essentiellement réitéré leurs positions de négociation régulières. Des pays en développement tels que le Brésil et l'Inde se plaignent du fait que les États-Unis et l'UE leur demandent toujours de procéder à des abaissements tarifaires disproportionnés par rapport à ceux qu'ils sont eux-mêmes disposés à entreprendre. Lors d'une réunion tenue le 6 juin, l'Ambassadeur du Brésil, Clodoaldo Huguene, a catégoriquement rejeté les demandes faites par les États-Unis et l'UE. Le plafonnement des droits tarifaires industriels à 10 pour cent pour les pays riches et 15 pour cent pour les pays pauvres " n'est pas réalisable, n'est pas possible et est exclu, " a-t-il déclaré, en soulignant que les pays en développement ne devraient pas être tenus de procéder à des ajustements liés à la libéralisation plus importants que les pays développés.

Malgré toutes les rencontres informelles, le Brésil et l'Inde avaient réitéré leur appel à une réforme des subventions agricoles par les pays développés, au cours d'une visite récente à New Delhi, du Président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva.

De fait, s'il y eu jusqu'ici peu de signes de rapprochements sur les questions relatives à l'agriculture, des changements similaires ont été notoirement absents des dernières discussions sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA). De nouvelles concessions substantielles seront nécessaires pour que les Membres parviennent à un accord cadre sur l'agriculture et sur l'AMNA d'ici la fin de l'année, ce qui est largement considéré comme nécessaire en vue de la conclusion du cycle d'ici la fin de l'année ou début 2008.

Toujours peu de consensus...

En se fondant sur les discussions tenues au cours du mois de juin sur l'AMNA, le Président du Comité des négociations commerciales, l'Ambassadeur Don Stephenson (Canada) a noté, le 8 juin, l'absence de consensus sur certaines des questions cruciales des discussions.

Les Membres restent largement divisés sur la profondeur des abaissements des droits tarifaires industriels.

Les États-Unis et l'UE, ainsi que plusieurs autres pays développés, ont appelé à une formule 'suisse' de réduction tarifaire avec un 'coefficient' de 10 pour eux, et de 15 pour les pays en développement. Aux fins de la formule 'suisse', le coefficient d'un Membre devient effectivement son nouveau plafond tarifaire : tous les droits introduits dans la formule sont abaissés en dessous du niveau du coefficient, les droits faibles étant réduits moins fortement.

Du fait que les pays développés ont généralement des droits tarifaires tournants en moyenne autour de 6%, contre un chiffre plus proche de 30% pour les pays en développement, les coefficients de 10 et 15 exigeraient des efforts plus substantiels de la

part des derniers. Selon de nombreux pays en développement, exiger d'eux qu'ils réduisent leurs droits consolidés d'un pourcentage plus élevé que celui exigé des pays industrialisés serait une violation du mandat de Doha qui stipule " une réciprocité qui ne soit pas totale pour ce qui est engagements de réduction. " Les pays industrialisés ripostent qu'ils ont besoin " d'accès au marché réel " - c'est-à-dire des abaissements des droits tarifaires appliqués - et que les pays en développement continueraient dans tous les cas de bénéficier de niveaux tarifaires globaux plus élevés.

Dans un nouveau document récemment, le groupe AMNA-11, qui comprend dix pays, dont l'Argentine, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie et l'Afrique du sud, a soutenu que le coefficient pour les pays en développement devrait être au moins de 25% plus élevé que celui des pays développés. Sur la base des données de l'OMC, ils ont calculé qu'un coefficient de 10 abaisserait de 40,4% en moyenne les plafonds tarifaires consolidés des pays riches. Par contre, un coefficient de 35 entraînerait une réduction de 49,5%.

En ce qui concerne les droits réellement prélevés par les deux groupes, les coefficients de 10 et de 35 exigeraient un abaissement à peu près égal de 25 et 26%. Un coefficient de 15, par contre, entraînerait une baisse de 44,9% du tarif appliqué moyen des pays de l'AMNA-11.

Le groupe AMNA-11 a noté que les pays développés appliquent des droits tarifaires relativement élevés sur des produits tels que les textiles, les vêtements, les chaussures, les cuirs et les peaux - pour lesquels les pays en développement ont tendance à être des exportateurs compétitifs. Lors d'un échange devenu une tradition, les États-Unis et l'UE ont critiqué les revendications de l'AMNA-11 qu'ils ont qualifiées de déraisonnables.

Certains pays en développement tels que le Chili, la Colombie et l'Uruguay notamment ont laissé entendre qu'il faudrait davantage de flexibilité pour arriver à un accord à ce stade des discussions. Le

Chili a déclaré qu'un coefficient de 35 était peu susceptible de favoriser un consensus.

Le commencement de la fin

Stephenson a souligné que le projet de texte qu'il présentera aux Membres marquera le début, et non la fin, des négociations réelles. Il a laissé entendre que de nombreuses révisions du texte seraient possibles, sur la base de leurs réactions. Le Président des négociations agricoles, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a également laissé entendre que son texte sur les modalités serait ouvert à des modifications.

Les membres sont donc partis pour une ligne droite estivale qui risque de compromettre leurs vacances. Si on en croit Lamy, l'OMC pourrait avoir à annuler ses vacances traditionnelles du mois d'août si les Membres ne sont pas en mesure de finaliser un accord sur les modalités d'ici fin juillet.

ADPIC : Les Membres toujours divisés sur la biodiversité, les Indications géographiques et la mise en œuvre.

Les Membres de l'OMC sont toujours profondément divisés sur les moyens de réaliser au mieux les objectifs de la conservation de la diversité biologique et de la protection de la propriété intellectuelle. La question, de même que l'application des droits de propriété intellectuelle (DPI) ont occupé une place prépondérante dans les discussions menées au cours d'une réunion, le 5 juin, du Conseil des ADPIC.

Des consultations informelles séparées sur une autre question litigieuse relative à la propriété intellectuelle - la protection des indications géographiques - ont été menées le jour suivant.

Élargissement du Groupe de divulgation

L'appropriation abusive des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles par l'intermédiaire des brevets (" biopillage ") est une

source de préoccupation majeure pour un grand nombre de Membres, en particulier pour plusieurs pays en développement. C'est pour cette raison qu'un groupe de pays en développement (Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Inde, Pakistan, Pérou, Thaïlande, Tanzanie, Equateur et Afrique du sud) ont proposé, l'été dernier, l'amendement de l'Accord sur les ADPIC, pour exiger l'inclusion de la divulgation de l'origine des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles qui y sont associées, ainsi que des preuves du consentement préalable en connaissance de cause et du partage des avantages, dans les demandes de brevets. Ces pays soutiennent que de telles prescriptions sont nécessaires pour appuyer les obligations liées aux brevets, qui découlent de la Convention relative à la diversité biologique (CDB).

Ces pays ont depuis lors réitéré leur appel visant à faire inclure les prescriptions en matière de divulgations obligatoires dans les règles de l'OMC, en préconisant des négociations fondées sur les textes en vue de l'élaboration d'un amendement spécifique. Ils se sont heurtés à l'opposition de Membres tels que l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, qui soutiennent que de telles négociations seraient prématurées et que même les prescriptions en matière de divulgation pourraient ne pas empêcher l'octroi de 'mauvais brevets'.

Le " Groupe de la divulgation " s'est considérablement élargi lors de la récente réunion, le Venezuela, les membres du Groupe africain et les membres du Groupe des pays les moins avancés (PMA) ayant annoncé leur soutien à la proposition.

Par ailleurs, la discussion a suivi son schéma habituel. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont insisté sur la nécessité de discussions davantage axées sur les faits, portant sur des cas concrets d'appropriation abusive. Le Japon et les États-Unis ont fait part de leur opposition à tout amendement des ADPIC sur la divulgation, en soulignant qu'il n'y avait pas de contradiction entre l'Accord de l'OMC et la CDB.

La Norvège a fait part de son soutien à l'appel du Groupe de la divulgation à des négociations fondées sur des textes, en mettant en exergue sa propre proposition similaire visant un amendement. Au lieu d'une annulation des brevets, les Norvégiens sanctionneraient les demandeurs de brevets qui omettent de respecter les prescriptions en matière de divulgation en dehors du système des brevets. Plusieurs pays au sein du Groupe de divulgation ont favorablement accueilli l'approche norvégienne comme un pas dans la bonne direction.

Enfin, l'UE a réitéré son appel à la négociation des prescriptions en matière de divulgation en dehors de l'OMC, au sein de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

Le Brésil a noté, chez les Membres, la volonté politique croissante d'entreprendre des discussions sur la divulgation dans le cadre des négociations du Cycle de Doha. Selon le délégué du Brésil, les discussions techniques seraient menées dans des consultations informelles, plutôt que lors des réunions du conseil des ADPIC.

Le nouveau Président du Conseil des ADPIC, l'Ambassadeur Yonov Frederick Agah (Nigeria), mènera des consultations sur l'octroi ou non à la CBD du statut d'observateur à l'OMC, le Brésil ayant fait part de son soutien à une telle démarche, alors que les États-Unis y sont opposés.

Désaccord persistant sur la mise en application

Un certain nombre de pays industrialisés tels que la Suisse, le Japon, l'UE et les États-Unis (mais également le Salvador) cherchent à faire de la mise en application des droits de propriété intellectuelle un élément permanent de l'agenda du Conseil des ADPIC, en mettant l'accent sur l'accroissement du piratage et de la contrefaçon à travers le monde. La plupart des grands pays en développement tels que l'Argentine, le Brésil, la Chine, Cuba, l'Inde et l'Afrique du sud, s'opposent à une prescription imposant une discussion sur les droits de propriété intellectuelle à toutes les réunions, en soutenant qu'en accordant une telle prééminence à la

question, on pourrait à terme, entraver la liberté des Membres de déterminer les moyens appropriés de mettre en application la propriété intellectuelle. Ces pays soutiennent que d'autres enceintes, telles que l'OMPI et l'Organisation mondiale des douanes, traitent de la mise en application de manière adéquate.

C'est sur cette toile de fond que la Suisse a présenté une communication décrivant son propre système de mise en application et ses mesures aux frontières. Elle met souligne l'importance que revêt la coopération entre agences nationales et met en évidence les campagnes du bureau des brevets suisse visant à promouvoir la sensibilisation du public sur le fait que le piratage de la propriété intellectuelle et la contrefaçon sont davantage que des " peccadilles " mineures. Plusieurs pays en développement ont mis l'accent l'absence de consensus entre Membres pour faire de la mise en application un élément permanent de l'agenda du Conseil.

Blocage dans les Indications géographiques

Comme pour les questions de l'ADPIC et de la biodiversité, les Membres restent dans l'impasse sur l'extension ou non du haut niveau de protection des indications géographiques actuellement accordé aux vins et spiritueux à d'autres produits (tels que le 'jambon de Parme '). Des consultations informelles menées le 6 juin n'ont indiqué aucun changement. Des adversaires de 'l'extension des indications géographiques' tels que l'Argentine, le Canada, le Chili et les États-Unis se sont dits préoccupés par les coûts de mise en œuvre - leurs agriculteurs perdraient la capacité d'utiliser au moins certains noms pour leurs produits, par exemple le 'fromage gruyère'. L'UE et l'Inde rétorquent qu'une protection accrue offrirait aux pays producteurs des opportunités de bénéficier de primes de prix dans les marchés d'exportation.

SUR LE FIL

Facilitation des échanges : Les discussions sur la facilitation des échanges progressent vers un projet de texte d'accord.

Le Président des discussions sur la facilitation des échanges à l'OMC a déclaré aux Membres, lors d'une réunion tenue les 7 et 8 juin, qu'il n'y avait pas de temps à perdre s'ils souhaitaient être en mesure de commencer à négocier sur le texte d'un futur accord sur l'élimination de la " tracasseries " administratives et d'autres obstacles au commerce et au transit des marchandises d'ici fin juillet.

En dépit de l'urgence, les délégués déclarent que les discussions sur la facilitation des échanges ont progressé de manière plus régulière que celles menées dans d'autres domaines des négociations tumultueuses du Cycle de Doha. Les Membres continuent de discuter sur les propositions des uns et des autres, tout en affinant leurs propres textes sous forme de texte pour des articles d'un accord potentiel. Selon des sources, le Président du Comité, l'Ambassadeur Eduardo Ernesto Sperisen-Yurt (Guatemala) souhaiterait voir les Membres arriver à un projet de texte unique devant faire l'objet de négociations supplémentaires, à temps pour la prochaine réunion du groupe de négociation, prévue du 16 au 20 juillet.

Les Membres sont spécifiquement chargés de clarifier les articles du GATT relatif à la liberté de transit des marchandises en provenance d'autres Etats Membres (article V), aux redevances et formalités se rapportant à l'importation et à l'exportation (article VIII), et à la transparence dans la réglementation et l'administration des règlements relatifs au commerce (article X).

La réunion tenue récemment a donné lieu à un débat animé sur trois communications présentées par les États-Unis et la Turquie. Un délégué d'un pays en développement a noté que les propositions étaient notoires parce qu'elles proposaient un langage basé sur des textes.

Des préoccupations en matière de traitement spécial et différencié de nouveau soulevées

Au premier plan des discussions, figurait toutefois le traitement spécial et différencié (S&D) en faveur des pays en développement pour ce qui est de la mise en œuvre des obligations au titre de la facilitation des échanges. Le mandat de la facilitation des échanges est singulier dans la mesure où les pays en développement ne seront pas tenus de mettre en œuvre les engagements tant qu'ils ne bénéficient pas de l'assistance technique nécessaire pour le faire.

Lors de la réunion, les pays en développement ont une fois de plus mis l'accent sur la centralité de l'assistance technique pour la mise en œuvre des obligations en matière de facilitation des échanges. Des sources indiquent que, s'exprimant au nom d'un 'groupe restreint' de pays en développement qui ont proposé conjointement un système pour la mise en œuvre des engagements en matière d'aide et de facilitation des échanges, la Jamaïque a appelé à une contribution équilibrée des pays riches et des pays pauvres. La Jamaïque a soutenu que les pays les moins avancés (PMA) ne devraient être tenus de mettre en œuvre aucune obligation. La Jamaïque a également noté que certaines réformes proposées allaient au-delà du mandat du groupe. Parlant au nom du Groupe africain, l'Ouganda a déclaré que le développement devait faire partie intégrante des discussions.

Le point de savoir dans quelle mesure les engagements ayant trait à la facilitation des échanges devraient être contraignants est en train de devenir un sujet de désaccord de plus en plus prééminent. L'Égypte a déclaré qu'il serait souhaitable d'avoir certains engagements au titre de l'effort maximal afin que les pays soient en mesure de mettre en œuvre les engagements en conformité avec leur contexte de développement. Elle a ajouté que l'acheminement de l'aide par les pays en développement devait également être attentivement surveillé. Les pays développés ont généralement mis l'accent sur le besoin de mise en œuvre contraignante générale.

L'UE a également fait rapport sur une récente retraite informelle qu'elle avait organisée à Evian pour les Membres, notamment les États-Unis, le Japon, la Suisse, les Philippines, la Chine, le Bangladesh, et l'Inde, pour débattre de manière informelle du S&D et de l'assistance technique pour la facilitation des échanges. Elle a également déclaré qu'en dépit d'un accord général sur les questions, notamment la non-applicabilité du règlement des différends en l'absence de capacité adéquate, les participants étaient en désaccord sur d'autres questions telles que le principe d'une date butoir pour la mise en œuvre des engagements par les pays en développement. L'UE a déclaré qu'elle continuerait d'organiser d'autres retraites informelles sur ces questions.

Propositions de la Turquie et des États-Unis sur la transparence

La proposition révisée de la Turquie sur la transparence (article X) a appelé les gouvernements à publier la législation et les procédures ayant trait au commerce sur un site Web national, et à mettre en place des 'points d'information' nationaux pour traiter des questions relatives aux prescriptions ayant trait au commerce d'autres pays et d'autres opérateurs. La Turquie a suggéré que les petites économies vulnérables soient autorisées à mettre en place des points d'information régionaux, comme ils en avaient fait la demande.

Certains négociateurs ont fait part de leurs doutes concernant la disposition de la proposition turque suggérant que les Membres conviennent d'un intervalle de temps spécifique pour la publication des législations et de procédures ayant trait au commerce nouvelles ou amendées sur leur site Web, préalablement à leur entrée en vigueur. Un espace vide entre crochets similaire attendait un nombre précis de jours maximal pour le délai dans lequel les points d'information nationaux répondraient à des questions. Une source d'un pays en développement a indiqué une préférence pour un langage non spécifique, tels que 'immédiatement', 'rapidement' ou 'de manière ponctuelle', essentiellement pour des

considérations en matière de capacité. Toutefois, la proposition turque subordonnait la pleine mise en œuvre des obligations par les pays en développement et par les PMA à l'acquisition de la capacité par ces pays, au travers de l'assistance technique. Un délégué d'un pays en développement noté que la condition selon laquelle les points d'information devaient fonctionner " sans coût ou à un coût proportionnel au coût du service rendu " pourrait être problématique, car leur mise en place entraînerait des coûts tels que le recrutement de personnel et l'achat d'ordinateurs et de téléphones.

Les États-Unis proposaient un projet d'article aux fins duquel les Membres seraient tenus d'entretenir un site Web avec tous les documents ayant trait au commerce nécessaire ainsi qu'une description complète des procédures douanières. Un délégué a laissé entendre à Bridges que ceci ne simplifierait pas nécessairement l'accès pour les petites et moyennes entreprises des pays en développement.

Marche à suivre potentielle pour aller de l'avant

Selon une source, Sperisen-Yurt pourrait se fonder sur l'une des deux suggestions suivantes pour la prochaine réunion du groupe. La première serait de mener des consultations avec les Membres sur diverses questions ayant trait à la facilitation des échanges. La seconde serait d'amener les auteurs des diverses propositions à aplanir leurs divergences dans des discussions avec d'autres Membres - mais non avec le Président - puis à faire rapport sur les résultats.

Zone CEDEAO : Intégration régionale
en Afrique de l'ouest : les chefs d'Etat
tentent de lever les dernières
contraintes politiques.

Les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont tenu ce 15 juin leur 32ème sommet à Abuja, la capitale politique du Nigéria. De nombreuses importantes questions y ont été abordées au rang desquelles celles relatives à l'intégration régionale et à l'Accord de partenariat économique avec l'UE.

En dépit des nombreuses déclarations d'intention et les volontés affichées ces dernières années, d'importantes questions liées à l'intégration régionale en Afrique de l'ouest sont encore au point mort. En effet, Cinq ans après l'annonce de l'établissement d'une zone de libre- échange, initialement prévue pour 2004, suivie d'une union douanière totale en 2007 au plus tard, la situation reste la même. Pour s'en convaincre, il suffit d'interroger les réglementations douanières des différents Etats membres qui n'ont pas évolué dans le sens d'une libre circulation des biens. Celle des personnes n'a pas connu un meilleur sort ; un ressortissant d'un pays membre ne peut ainsi actuellement séjourner que 90 jours sans visa dans un autre pays membre et rien n'est prévu à long terme. Pourtant le président en exercice de la Commission de la CEDEAO, Mohammed Ibn Chambas, avait reconnu que la libre circulation des biens et des personnes dans les 15 Etats membres constituait "l'un des plus importants défis" depuis la création de la CEDEAO en 1975.

Aujourd'hui l'on note que le commerce et les échanges à l'intérieur de l'espace CEDEAO sont restés très faibles n'atteignant que péniblement le seuil de 11% par rapport au commerce avec les pays tiers. Ces faiblesses sont imputables à l'instabilité politique, à la mauvaise gouvernance, à l'inadaptation des infrastructures nationales par rapport aux exigences d'une économie moderne. Bien des efforts ont été faits mais le problème reste entier. En effet même si les barrières non tarifaires ont été éliminées entre les membres dans de nombreux domaines, la région peine à avoir un schéma de libéralisation harmonisé, et un système douanier automatisé, l'intégration régionale digne de ce nom.

Il faut par ailleurs préciser qu'au niveau de la sous région, le programme prioritaire d'unification de l'espace économique et la libre circulation des biens et des personnes passe par la mise en place d'une union douanière et commerciale. Rappelons que deux options se présentent aux pays de la CEDEAO : constituer un bloc commercial régional selon le modèle de l'UE, ou suivre leur propre processus basé sur la flexibilité, la différenciation

et la géométrie variable. Ce qui se manifeste par la synchronisation des priorités régionales définies par la région elle-même.

C'est pour passer à une étape supérieur que les chefs d'Etat ont, au cours de ce sommet, pris une résolution visant à faire de la région " une zone sans frontières où chaque citoyen peut créer et profiter des opportunités pour produire d'une manière durable en exploitant les énormes ressources de l'Afrique de l'ouest ". Allant plus loin, ils ont exhorté la commission à " mettre sur pied de nouvelles stratégies et approches " pour renforcer la libéralisation du commerce interrégional. La Commission est appelée également à se concerter avec les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales des Etats membres et faire des recommandations pour accélérer le projet d'une monnaie unique régionale. Les chefs d'Etats se sont aussi félicités de l'augmentation du taux de croissance économique régional qui s'est établi à 6,1 % en 2006 contre 5,5% l'année précédente, même si l'on est encore loin des 7% nécessaires pour remplir les objectifs de développement du Millénaire fixés par l'ONU (réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015).

Cependant la zone monétaire unique de la CEDEAO, prévue sur papier en juillet 2005, est encore repoussée aux calendes grecques. La convergence des politiques économiques et financières, semble pour l'instant, un objectif difficile à atteindre au vu des énormes disparités qui existent.

Cela n'a pas empêché les chefs d'Etats de réaffirmer leur volonté de signer un accord de Partenariat économique avec l'Union européenne. L'une des exigences de la région pour la signature des APE est d'arriver à une intégration solide. La région gagnerait alors à construire une intégration. Si l'on doit respecter les délais pour la signature d'un APE, il serait utopique de penser que l'intégration régionale serait d'ici là une réalité. Et signer un accord de partenariat économique sans respecter cette exigence serait lourde de conséquence surtout que les différents pays qui

composent la CEDEAO n'ont pas le même niveau de développement ; nous avons aussi bien des PMA que des non PMA. Affirmer une volonté de signer ne suffit pas. Encore faut-il que les conditions de la signature soient remplies.

APE : Levée de boucliers contre les
APE : Les ONG et Agriculteurs ouest
africains intensifient le combat à six
mois du délai prévu pour la signature
d'un APE.

Les organisations paysannes et ONG des pays membres de la CEDEAO ont montré encore une fois leur désapprobation quant à la signature d'un APE entre la région et l'UE. En marge de la réunion des commissaires et ministres de la CEDEAO qui s'est tenu à Ouagadougou, au Burkina Faso du 30 mai au 5 juin 2005, les organisations paysannes de la sous région avec à leur tête le ROPPA, ont organisé des mobilisations et plaidoyer pour rappeler leurs inquiétudes quant aux conséquences que la signature d'un APE avec l'UE pourrait avoir sur le processus d'intégration régionale des pays de la CEDEAO et la réalisation des objectifs de la politique agricole régionale.

A la suite d'une conférence de presse au cours de laquelle les différentes menaces liées aux APE ont été évoquées : la pauvreté, l'exode rural, les capacités d'investissement, l'intégration régionale, etc., les organisations de la société paysannes et de la société civile de façon plus large civiles, ont organisé, à travers les rues de Ouagadougou une marche de protestation contre l'APE actuellement en négociation. Des organisations de plusieurs pays de la sous région ont pris part aux manifestations (Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal.)

Selon les organisations paysannes représentées dans le ROPPA, l'APE pourrait engendrer de nombreuses et graves contraintes pour les pays de la région notamment la perte par les pays de certains avantages acquis au niveau de l'OMC. Le ROPPA estime qu'on ne doit pas dans un accord commercial régional s'engager d'avantage que dans

le cadre multilatéral. Il faut inscrire aussi au nombre des menaces la réduction des recettes fiscales, la remise en cause de la souveraineté alimentaire et les stratégies de lutte contre la pauvreté, ainsi que la perturbation du processus d'intégration régional déjà amorcé dans la région.

Pour les organisations paysannes, le commerce n'est qu'un moyen dont la finalité recherchée est le développement économique et social. Elles ont ainsi souligné que le fait que la négociation d'un APE soit confiée du côté de l'UE à la direction générale du commerce au sein de la commission européenne traduit bien sa volonté de travailler exclusivement sur la dimension commerciale et occultant le volet développement. Le commerce des services, l'investissement et les marchés publics ont aussi été cités par le ROPPA comme étant au nombre des secteurs menacés par un APE. L'accent a toutefois été mis sur l'intégration et l'aggravation de la pauvreté. Les APE tel qu'ils sont envisagés, vont affaiblir l'intégration régionale au lieu de l'approfondir dans la mesure où, selon le ROPPA, la suppression des droits de douanes sur les exportations européennes en direction de la région va impacter sur les parts de marchés des produits agricoles de chaque pays de la région dans d'autres.

Les Etats perdraient aussi toute leur capacité d'investissement si l'on procède à une réduction de la fiscalité suite à la création d'une zone de libre échange. Les secteurs sociaux tels l'éducation, la santé en souffriraient beaucoup. Cela d'autant plus que les études d'impact ont montré une hausse de la dépense alimentaire des pays de la CEDEAO de l'ordre de 20 à 30 %. Et les produits concernés sont : l'oignon avec un taux de 16%, de la pomme de terre 15%, de la viande bovine 17 % et la volaille de 18 %. Et cela ne sera pas comblé par un accès au marché européen qui selon les études d'impact ne changera guère. Les paysans sont aussi revenus sur l'aggravation de la pauvreté. Elle se fera ressentir le plus dans le secteur agricole. Il y'aura une remise en cause permanente de la sécurité alimentaire qui risque de ne jamais se réaliser, il y'a ensuite l'exode rural et enfin une croissance de la courbe du chômage.

En égard à tout cela, les paysans de l'Afrique de l'Ouest à travers le ROPPA ont appelé solennellement les gouvernements ouest africains à ne pas signer les APE. Ils proposent d'abord l'achèvement des chantiers de l'intégration régionale, la mise en oeuvre de politiques agricoles et sectorielles régionales. Pour cela il faut mettre à profit le potentiel productif de la sous région et réduire la vulnérabilité des systèmes de production afin d'asseoir un marché agricole régional performant.

Pour la construction de l'intégration régionale, il faudrait passer par une mise en place d'une union douanière et l'opérationnalisation de la zone de libre-échange dans l'espace CEDEAO; ce qui suppose la suppression de toutes les entraves aux échanges. La ROPPA est aussi préoccupé par le tarif extérieur commun qui est une condition d'un marché intérieur et il a toujours réfuté l'idée d'étendre celui de l'UEMOA à la CEDEAO.

Les paysans font un appel à la CEDEAO de ne pas signer ces APE et ont brandit l'arme du boycott des élections comme moyens de dissuasion/persuasion si les dirigeants de la sous région ne prennent pas en compte leurs exigences.

EVENEMENTS

Evénements OMC

Au sein de l'OMC

2 - 27 juillet, ONU, Genève, Conseil économique et social, Substantive Session Contact: Email: ecosocinfo@un.org
WebSite: <http://www.un.org/docs/ecosoc/meetings/2007/>

3 - 12 juillet, OMPI, Genève, comité intergouvernemental sur la propriété intellectuelle, les ressources génétiques et le savoir traditionnel et le folklore Contact: IGC Secrétariat Téléphone: 41-22-338-8161 Fax: 41-22-338-8120 Email:

grtkf@wipo.int Web Site: <http://www.wipo.int/tk/en/>

9 - 13 juillet, Paris, France, deuxième conférence sur la Convention sur la biodiversité. Contact: CBD Secretariat Telephone: 1-514-288-2220 Fax: 1-514-288-6588 Email: secretariat@biodiv.org
Web Site: <http://www.biodiv.org/meetings/default.shtml>

17- 19 juillet 2007, Bruxelles, Belgique, Commission européenne 408ème Comité du Fonds européen de développement (FED), secrétariat commission, ec.europa.eu

17 - 19 juillet, ONU, Genève, Conférence sur le commerce et le développement, groupe des experts intergouvernementaux sur le droit de la concurrence et les politiques de concurrence. Contact : Email: correspondence@unctad.org; competition@unctad.org Web Site: <http://www.unctad.org/competition>

EVENEMENTS OMC

5-6 juillet 2007, Genève, Suisse, Sommet triennal du Pacte mondial Genève.

9 - 11 juillet 2007, Bruxelles, Belgique - Nations Unies Forum mondial sur la migration et le développement 9 juillet, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises

10 - 11 juillet, OMC, Genève, Atelier sur l'Accord de l'OMC sur les marchés publics

10 juillet, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement

12 juillet, OMC, Genève, Atelier sur l'Accord sur les marchés publics de l'OMC 18 juillet, OMC, Genève, Organe d'examen des politiques commerciales - Bahreïn

20 juillet, OMC, Genève, Organe d'examen des politiques commerciales - Bahreïn

23 - 24 juillet, OMC, Genève, Comité des accords commerciaux régionaux

24 juillet, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

25 - 26 juillet, OMC, Genève, conseil général

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

Français

Publications

Aktas, N. et al, L'Europe dans la concurrence mondiale par l'innovation: les nouveaux défis appellent-ils de nouvelles protections? Compte rendu de la conférence du 16 janvier 2007,

Faizel Ismail, "Misconceptions and mythes about the WTO, trade, development and AID, Idées pour le débat N°04/2007. Iddri, 2007.

G8 : " Croissance et Responsabilité dans l'économie mondiale "; Déclaration du Sommet du G8 2007, Juin 2007, Heiligendamm, <http://www.pm.gc.ca>

Jan Horst Keppler, Professeur à l'Université Paris-Dauphine, Directeur du programme Énergie de l'Iffri "Gouvernance Européenne et Géopolitique de l'Énergie, L'Édito du programme Énergie - mai 2007

Jaime Breilh, Mae-Wan Ho, Alison Katz, La santé pour tous! Se réapproprier Alma Ata et al. Edition du CETIM, 331 pages, 2007

Lebègue, D. Décliner les outils financiers et les adapter au service du développement ; Marchés tropicaux & méditerranéens n°3195, 23/03/2007.

Martimort-Asso, B. Thoyer, S. "Participation for Sustainability in Trade, Global Environmental Governance Ashgate, 2007. 308 p, www.iddri.org

Meléndez-Ortiz, R., Halle, M., Najam A., Trade and Environment: A Resource Book, 2007, www.icddri.org

Nicolas, F. , Andreosso-O'Callaghan, B., Complementarity and Rivalry in EU-China Economic Relations in the 21st Century, vol.12, n°1, 2007, www.iffri.org

Nations-Unies, Examen collégial volontaire des politiques de concurrence de l'UEMOA, cas du Bénin et du Sénégal, Rapport de synthèse, New York et Genève, 2007

OMC, CNUCED, Répertoire mondial d'organisations de promotion des échanges commerciaux et autres organismes d'appui au commerce, International Trade Centre UNCTAD/WTO, <http://www.unctad.org/en/docs>

OMC, CNUCED, CCI, "Profils tarifaires dans le monde", www.wto.org

Tubiana L., Lerin, F. Acteurs et gouvernance. La coopération internationale en matière environnementale, Cahiers français n°337 La Documentation française, 2007

UNCTAD, Model Law on Competition - substantive possible elements for a competition law, commentaries and alternative approaches in existing legislations, may /07, <http://www.unctad.org/en/docs>

UNCTAD secretariat, Handbook on Competition Legislation, <http://www.unctad.org/en/docs>

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)